



Les projets de Kurdistan

Par [Thierry Meyssan](#)

Mondialisation.ca, 06 septembre 2016

voltaire.net.org

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et](#)

[Géopolitique](#)

Analyses: [SYRIE](#)

L'actuel projet de Kurdistan, soutenu par la France et les États-Unis, n'a aucun rapport avec celui, légitime, reconnu par les mêmes pays lors de la Conférence de Sèvres (1920). Il ne se situe pas du tout sur le même territoire ! Ce pseudo-Kurdistan est uniquement une carotte occidentale pour retourner les Kurdes syriens contre Damas. Sa création ne résoudrait pas la question kurde et provoquerait un conflit comparable à celui qui oppose depuis près de 70 ans Israël aux Palestiniens. Pour démêler la situation actuelle, Thierry Meyssan retrace ici les positions contradictoires des neuf principales puissances extérieures impliquées dans cette affaire.

Photo : Les Kurdes font partie intégrante de la société syrienne. Ici la statue du général kurde Saladin le Magnifique à l'entrée de la vieille ville de Damas. Il libéra Damas en 1174 et fonda la dynastie des Ayyoubides.

Les déplacements de forces et les batailles de l'été au Nord de la Syrie paraissent incohérents aux yeux des observateurs. Pourtant chaque force en présence poursuit ses propres objectifs avec ténacité.

Alors que tous les protagonistes déclarent lutter contre Daesh, l'Émirat islamique se déplace, mais ne recule que dans le désert. Le véritable enjeu des événements est l'éventuelle création d'un Kurdistan au détriment des habitants arabes et chrétiens [1].

Voici une analyse des objectifs de guerre des principales forces en présence, étant entendu que la Syrie est un État souverain et qu'aucun des protagonistes ci-dessous n'a le moindre droit de l'amputer pour créer une nouvelle entité.

Neuf réponses à la question kurde, dont sept illégales

1- Daesh ne fera pas obstacle à la création d'un Kurdistan pourvu que ce ne soit pas à l'Est de l'Euphrate

L'Émirat islamique créé par John Negroponte, puis le général David Petraeus, en Irak est toujours contrôlé par lui. Ce dernier sous-traite le commandement de cette union des Frères musulmans, des Naqchbandis et des tribus sunnites du désert syro-irakien, à la Turquie.

Ainsi, lors de la prise de Jarablous à Daesh par l'armée turque, les jihadistes se sont retirés sans livrer de combat, obéissant à leur mentor turc.

Après la bataille d'Aïn al-Arab (Kobané), Daesh a admis le principe d'un Kurdistan, mais pas

à l'Est de l'Euphrate.

2- Les avis successifs des États-Unis

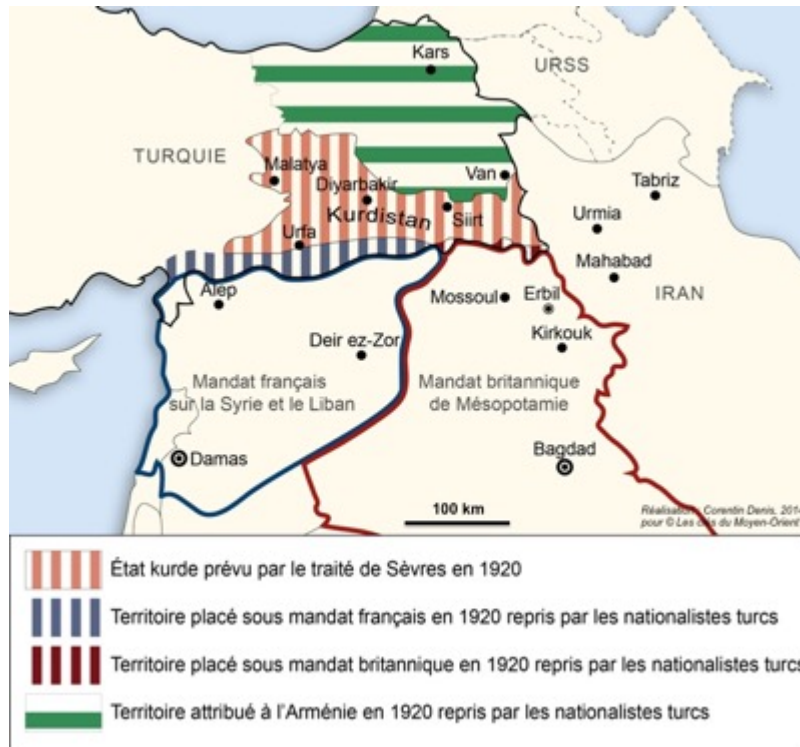
Le président états-unien Woodrow Wilson avait fixé parmi ses objectifs de guerre, durant la Première Guerre mondiale, la création de l'Arménie, d'Israël et du Kurdistan. À l'issue du conflit, il dépêcha la Commission King-Crane pour évaluer la situation. Celle-ci indiqua :

« Les Kurdes revendiquent un très grand territoire, sur la base de leur présence, mais comme ils sont très mélangés avec les Arméniens, les Turcs et les autres, et divisés entre eux en Qizilbash [2], chiites et sunnites, il semble préférable de les limiter à la zone géographique naturelle qui se trouve entre la proposition de l'Arménie sur le nord et de la Mésopotamie au sud, avec le fossé entre l'Euphrate et le Tigre comme la limite Ouest et la frontière persane comme limite Est (...) Il est possible de déplacer la plupart des Turcs et des Arméniens, qui sont peu nombreux, hors de cette zone par un échange volontaire de population et d'obtenir ainsi une province d'environ un million et demi d'habitants, presque tous Kurdes. La sécurité des Chaldéens, Nestoriens et Chrétiens syriens qui habitent dans la région doit être garantie ».

La Commission King-Crane a visité la région juste à la fin du massacre des chrétiens, qui dura de 1894 à 1923, d'abord par l'empire ottoman, puis par les Jeunes Turcs avec l'aide de l'Allemagne du IIe Reich et de la République de Weimar [3]. Elle s'est montrée très prudente sur la possibilité de faire vivre des Arméniens dans un État kurde, sachant que les Turcs utilisèrent les combattants kurdes pour massacrer les chrétiens. Depuis novembre 2015, des Kurdes du YPD ont tenté de kurdiser de force les chrétiens assyriens du Nord de la Syrie, ravivant cette ancienne plaie [4].

Quoi qu'il en soit, un Kurdistan fut créé sur le papier par la conférence de Sèvres (1920). Mais face à la révolte turque conduite par Mustafa Kémal, celui-ci ne vit jamais le jour et les États-Unis y renoncèrent par le Traité de Lausanne (1923).

On observera sur cette carte, empruntée au site *Les Clés du Moyen-Orient*, que le président Wilson avait prévu de créer le Kurdistan dans la Turquie actuelle et dans une petite partie du Kurdistan irakien actuel. La Syrie actuelle n'était absolument pas concernée par ce projet.



Durant la guerre civile turque, la Syrie d'Hafez el-Assad apporta son soutien au PKK sur la base des propositions du président Wilson. Elle accorda l'asile politique au chef du PKK, Abdullah Öcalan, qui prit l'engagement écrit de ne jamais revendiquer de territoire syrien. Alors qu'au recensement de 1962, on ne comptait que 162 000 Kurdes en Syrie, un millions de Kurdes turcs se réfugièrent en Syrie et obtinrent également l'asile politique. Ils sont aujourd'hui 2 millions et ont reçu la citoyenneté syrienne en 2011. Au début de la guerre, ils ont combattu pour défendre la Syrie avec des armes et des salaires fournis par Damas contre les mercenaires islamistes.

Changeant d'avis, les États-Unis promirent alors à divers chefs kurdes en Irak, en Syrie et en Turquie de tailler un État pour eux en Syrie s'ils se retournaient contre Damas. Certains ont accepté.

Au début 2014, lorsque le groupe de David Petraeus planifia le développement de Daesh et son invasion d'al-Anbar (Irak), il autorisa le Gouvernement régional kurde d'Irak à conquérir les champs pétroliers de Kirkouk. Ce qui fut fait sans soulever la moindre réprobation internationale, l'opinion publique ne voyant que les crimes commis par Daesh.

3- La Russie soutient les droits de la minorité kurde

Dans un premier temps, la Russie a soutenu le projet d'une région autonome kurde en Syrie sur le modèle de ses propres Républiques autonomes. Une représentation du YPG a été ouverte à Moscou, en février.

Cependant, confrontée aux réactions indignées des Syriens, elle a pris conscience que la situation de ce pays est différente de la sienne. Les minorités syriennes sont imbriquées de telle sorte qu'il n'y a aucune région où elles soient majoritaires. Au cours des millénaires, la défense du pays s'est organisée à partir du mélange des populations de sorte que, partout, une minorité liée à un éventuel envahisseur puisse protéger le reste de la population. Par conséquent, l'État syrien ne garantit pas les droits des minorités en leur déléguant la gestion de régions distinctes, mais en organisant les institutions et l'administration de

manière laïque au double plan religieux et ethnique.

La Russie aborde donc aujourd'hui différemment la question kurde. Elle s'est engagée à défendre les droits des minorités en général et de celle-ci en particulier, mais l'a enjoint à choisir son camp : pour ou contre les islamistes. En effet, pour le moment, les Kurdes de toutes tendances luttent contre les islamistes, non pas parce qu'ils sont islamistes, mais pour s'emparer des territoires qu'ils occupent et les occuper à leur tour, à leur profit. Elle les a donc sommés de préciser avec qui ils sont alliés : Washington ou Moscou.

4- La Turquie souhaite la création d'un Kurdistan en Syrie administré par les Barzani

Ankara refuse qu'un Kurdistan syrien puisse servir de base arrière au PKK pour s'étendre à son détriment en Turquie. Ankara entretient d'excellentes relations avec le Gouvernement régional du Kurdistan irakien et n'a pas de raison de s'opposer à la création d'un Kurdistan syrien. C'est pourquoi le président Recep Tayyip Erdoğan avait conclu avec l'un des deux co-présidents des YPG syriens un accord secret, en vue de soutenir cet État. Cependant, cet accord n'a pas résisté à la répression des Kurdes turcs par le même Erdoğan après leur percée aux élections législatives de juin 2015 [5].

L'extrême-droite turque, qu'il s'agisse du MHP et des Loups gris ou de la Millî Görüş du président Erdoğan, professe une idéologie raciale. Selon ces partis et milices, la Turquie doit être islamique et fondée sur la race turco-mongole, ce qui implique l'expulsion des chrétiens et des Kurdes. Ce point de vue n'est pas partagé par l'opposition de sorte qu'un grand nombre de Kurdes est parfaitement intégré.

Lorsque le fondateur des Loups gris, Alparslan Türkeş, devient vice-Premier ministre et évoque publiquement la possible liquidation des Kurdes sur le modèle de la liquidation des chrétiens lors du génocide des Arméniens et des Grecs pontiques, Abdullah Öcalan crée le PKK. Il obtient l'asile politique à Damas jusqu'en 1998, date à laquelle Ankara menace d'écraser son voisin s'il continue à l'héberger. Hafez el-Assad demande alors à Öcalan de trouver un autre pays d'accueil. Il sera finalement enlevé par le Mossad, avec l'aide des Kurdes du PDK, au Kenya et emprisonné en Turquie.

5- L'Iran est opposé à la création d'un Kurdistan

Environ 4,5 millions de Kurdes sont Iraniens. Ils disposent d'une région où ils sont majoritaires. S'ils disposent de l'égalité juridique, leur région reste l'objet de discriminations et est moins développée que celles peuplées par des Perses.

La République islamique est très attachée à l'intangibilité des frontières, d'autant que la création d'un nouvel État pourrait encourager le séparatisme d'autres minorités, comme les Baloutches.

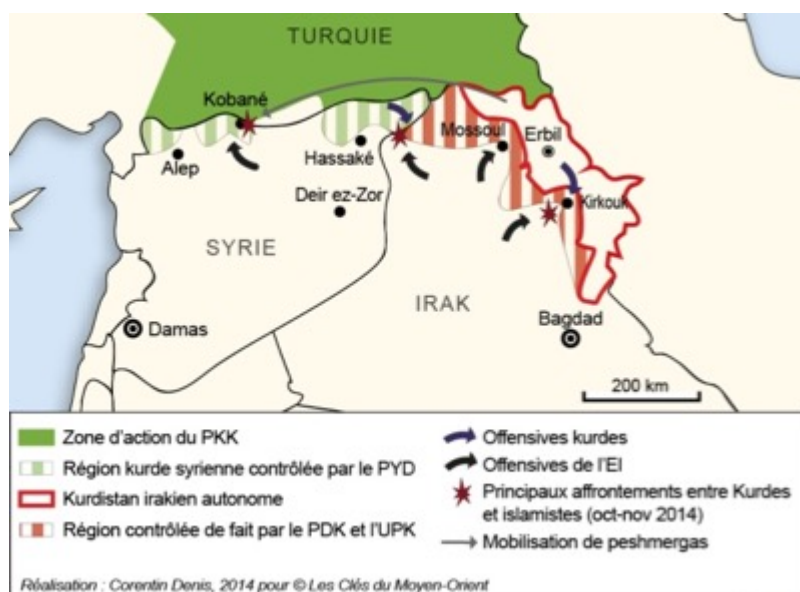
Enfin, l'Iran étant l'allié de la Syrie ne saurait admettre qu'un Kurdistan soit créé à son détriment.

6- Le Gouvernement régional kurde d'Irak est favorable à la création d'un Grand Kurdistan à cheval sur l'Irak et la Syrie

Le Gouvernement régional kurde d'Irak considère avec inquiétude les Kurdes de Syrie. En effet, les deux groupes de population ne parlent pas la même langue (le Gorani et le

Kurmandji) et ont eu une histoire conflictuelle durant la Guerre froide. Les Kurdes d'Irak filèrent l'entrée chez eux des Kurdes de Syrie, interdisant l'accès de leur territoire à ceux qu'ils soupçonnent d'être toujours liés au PKK turc.

Le président Massoud Barzani s'est auto-prorogé au pouvoir depuis 2012, empêchant la tenue d'élections. Il a institué un régime corrompu et autoritaire, n'hésitant pas à faire assassiner ses opposants. Il a étendu de 40 % le territoire de sa région avec l'aide de Daesh, annexant les champs pétroliers de Kirkouk, puis a écoulé le pétrole volé par Daesh au moyen de son pipe-line. La conquête de la zone hachurée sur la carte ci-dessous permet une continuité géographique entre sa région et un éventuel Kurdistan au Nord de la Syrie.



Après avoir soutenu Daesh durant la bataille d'Aïn al-Arab (Kobané), le Gouvernement régional kurde d'Irak s'est rapproché du YPG à la demande de Washington et lui a fourni une assistance symbolique. Le « président » Massoud Barzani annonce régulièrement que sa région va proclamer son indépendance et envisage d'annexer alors une partie de la Syrie. Cependant, il est fermement opposé à la création d'un Kurdistan dirigé par Saleh Muslim.

7- Israël est favorable à la création d'un Grand Kurdistan en Irak et en Syrie, mais pas en Turquie

Pour assurer sa sécurité, Israël a d'abord poussé à la création de zones démilitarisées à sa frontière au détriment de ses voisins : le Sinaï égyptien et le Sud du Liban. Cependant avec le développement des missiles, il a abandonné cette stratégie et évacué aussi bien le Sinaï que le Sud du Liban. Depuis 1982, il développe une stratégie consistant à contrôler par l'arrière les trois grandes puissances de la région que sont l'Égypte, la Syrie et l'Irak. Pour ce faire, il a poussé à la création d'un État indépendant, le Soudan du Sud, et pousse aujourd'hui à la création d'un Grand Kurdistan à cheval sur la Syrie et l'Irak.

Depuis la Guerre froide, Israël entretient des relations très étroites avec le clan Barzani, aujourd'hui au pouvoir dans le Kurdistan irakien.

8- La France est favorable à la solution du problème kurde sans atteinte au territoire turc

En 2011, les ministres des Affaires étrangères français et turc, Alain Juppé et Ahmet Davutoğlu, ont signé un Traité prévoyant le soutien de la Turquie dans les guerres contre la

Libye et contre la Syrie (qui n'avait pas encore commencé) en échange du soutien à l'adhésion turque à l'Union européenne et de la solution à la question kurde au détriment des voisins de la Turquie. En d'autres termes, la France s'est engagée à créer un État indépendant, soit en Syrie, soit en Irak, soit à cheval sur les deux pays, afin de pouvoir y expulser les membres du PKK. Ce Traité, qui planifie des crimes contre l'humanité, est bien entendu resté secret et n'a pas été ratifié par les parlements respectifs.

Le 31 octobre 2014, le président François Hollande a reçu Recep Tayyip Erdoğan à l'Élysée. L'un des deux co-présidents du YPG syrien, Saleh Muslim s'est joint secrètement à leur réunion. Les trois hommes se sont engagés à créer un Kurdistan en Syrie, au détriment de ses habitants actuels, dont Saleh Muslim serait « nommé » président.

Cependant, après la bataille d'Aïn al-Arab (Kobané en Kurde kumandji), le président Hollande a reçu, publiquement cette fois, à la demande des États-Unis, l'autre co-président du YPG, Asya Abdullah, suscitant la fureur d'Ankara (8 février 2015). En effet, Madame Abdullah est réputée fidèle au chef du PKK, Abdullah Öcalan, et donc opposée à une présidence de Saleh Muslim.

Changeant une nouvelle fois de position après les attentats de Paris, la France a fait adopter par le Conseil de sécurité la résolution 2249 autorisant à intervenir militairement contre Daesh, ce qui fournit un excellent alibi pour créer le nouvel État. Mais les États-Unis et la Russie retoquèrent au dernier moment le projet français de sorte que Paris ne puisse intervenir en Syrie sans l'aval de Damas.

9- Les trois principales factions kurdes sont favorables à la création d'un Kurdistan, n'importe où, pourvu qu'elles le contrôlent et pas leurs rivales

Les Kurdes se sont divisés durant la Guerre froide entre pro-US (PDK) et pro-Russes (PKK). Le YPG représentant les réfugiés du PKK en Syrie. À ce clivage fondamental s'en sont ajoutés d'autres de sorte qu'il existe aujourd'hui une vingtaine de partis politiques kurdes.

La société kurde est organisée selon un système clanique qui rappelle celui du Sud de l'Italie, de sorte que les appartenances politiques se décident par famille plutôt qu'individuellement.

Au XVIIIe et XIXe siècles, les dirigeants kurdes ont toujours privilégié les alliances avec de Grandes puissances plutôt qu'avec les gens avec qui ils vivaient. De la sorte, ils ont tiré leur épingle du jeu au détriment de leur propre peuple ; une situation qui n'est pas sans rappeler le comportement des dirigeants maronites au Liban.

En 1974-75, les Kurdes d'Irak s'allièrent aux États-Unis contre Ahmad Hassan al-Bakr. Mais ils n'intervinrent pas lorsque celui-ci les réprima. Interrogé par une commission sénatoriale pour savoir s'il n'avait pas honte de les avoir abandonnés, le secrétaire d'État Henry Kissinger répondit sèchement : « La politique extérieure des États-Unis n'est pas une affaire philanthropique ».

Les leaders kurdes qui ont accepté le projet états-unien avec l'espoir d'accéder à des fonctions importantes dans le futur État refusent d'endosser la responsabilité de la Nakba s'ils devaient être écartés du futur pouvoir [6]. Il conviendrait en effet d'expulser ou de massacrer les populations arabes et chrétiennes assyriennes qui habitent le Nord de la Syrie et qui les avaient accueillis.

Usage récent de la force pour pousser chacun de ces projets

Au cours de l'été 2016, les États-Unis ont directement soutenu les FDS (c'est-à-dire des membres des YPG et quelques mercenaires arabes et chrétiens) pour prendre la ville de Manbij à Daesh, qu'ils soutiennent indirectement via la Turquie. Dès la victoire acquise, le Pentagone a contraint le YPG à se retirer de la ville qu'il venait de conquérir au profit de groupes opposés à Damas.



Le 23 août 2016, au Palais blanc, le président turc Recep Tayyip Erdoğan et son homologue kurde d'Irak Massoud Barzani ont conclu une alliance contre les autres Kurdes.

Le 23 août, le président du Gouvernement régional du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a été reçu avec les honneurs par les principaux dirigeants turcs. Il a notamment eu un entretien de deux heures avec le président Erdoğan. Le Kurdistan irakien a apporté son soutien à la Turquie contre les Kurdes du PKK et établi avec elle un plan pour détruire ses installations dans les montagnes irakiennes. En outre, les deux parties ont évoqué la coopération énergétique —probablement la manière de continuer à écouler le pétrole volé par Daesh—.

Le jour même, l'armée turque est entrée en territoire syrien et a pris à Daesh la ville de Jarablous (entre la frontière et Manbij). Cette opération s'est faite sans combattre car Daesh a obéi à son mentor turc. Au demeurant, il n'y a jamais eu pour le moment de bataille, ni ici, ni ailleurs, entre l'armée turque et Daesh.

Cherchant à pousser son avantage, l'armée turque a poursuivi sa progression en prenant des villages et en se rapprochant de Manbij. Bien que les États-Unis lui aient ordonné de stopper, elle a continué sa marche. La CIA a alors donné des missiles anti-tanks au YPG qui les a tirés d'abord sur les tanks turcs (mais pas à Jarablous), puis sur l'aéroport turc de Diyarbakır. Comprenant le message, l'armée turque s'est repliée sur Jarablous et a donné les villages du sud de la ville à des milices turkmènes agissant cette fois sous le drapeau vacant de l'Armée syrienne libre.

Le lendemain de la visite de Massoud Barzani, le vice-président états-unien Joe Biden s'est également rendu en Turquie. Lorsqu'il était sénateur, il avait déposé une proposition de loi visant à proclamer l'indépendance du Kurdistan irakien. Il a annoncé avoir demandé au YPG

de se retirer de l'Ouest de l'Euphrate —une zone qui inclut Manbij—, faute de quoi Washington cesserait tout soutien « aux » Kurdes. Cependant comme Daesh a déjà fait savoir qu'il ne laisserait pas le YPG s'implanter à l'Est de l'Euphrate, on ne comprend pas bien quel territoire il lui reste.

En définitive, un accord tacite a été convenu entre Ankara et Damas pour faire obstacle à un Kurdistan administré par le YPG, tandis qu'un autre accord a été officiellement conclu entre le Pentagone et le YPG pour qu'ils ne se tirent pas dessus mutuellement. Les États-Unis en sont à leur cinquième position sur le Kurdistan en moins d'un siècle.

Thierry Meyssan

[1] Dans cet article, les quatre principaux partis kurdes sont :

✘ le PKK, créé durant la Guerre froide par Abdullah Öcalan, d'obédience marxiste-léniniste.

✘ le YPG, créé par les exilés politiques Turcs du PKK en Syrie.

✘ le PDK, autour de la famille Barzani en Irak, dont les dirigeants ont publiquement travaillé pour le Mossad durant la Guerre froide et qui restent liés à Israël.

✘ l'UPK, autour de la famille Talabani, lié à l'Iran.

[2] Les Qizilbash sont un ordre soufi d'origine iranienne.

[3] « [La Turquie d'aujourd'hui poursuit le génocide arménien](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 26 avril 2015.

[4] « [Les États-Unis et Israël débutent la colonisation du Nord de la Syrie](#) », *Réseau Voltaire*, 1er novembre 2015.

[5] « [Erdoğan : déjà 5 359 Kurdes « neutralisés »](#) », *Réseau Voltaire*, 29 mars 2016.

[6] La *Nakba* (mot arabe signifiant catastrophe) désigne le nettoyage ethnique et l'expulsion de 700 à 750 000 Palestiniens, lors de l'auto-proclamation de l'État d'Israël en 1948.

La source originale de cet article est voltairenet.org

Copyright © Thierry Meyssan, voltairenet.org, 2016

Articles Par : **Thierry
Meyssan**

A propos :

Intellectuel français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Dernier ouvrage en français : *L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations* (éd. JP Bertrand, 2007).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca